



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Déclaration Publique d'Intérêts

Le 18/11/2022 12:12:51

Je soussigné(e) **BRIMO Sara**

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts, direct ou par personne interposée, que j'ai ou ai eu au cours des cinq dernières années, avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes au sein duquel/desquels j'exerce mes fonctions ou ma mission, ou de l'instance/des instances collégiale(s), commission(s), conseil(s), groupe(s) de travail dont je suis membre ou auprès duquel/desquels je suis invité(e) à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Il m'appartient, à réception soit de l'ordre du jour de chaque réunion pour laquelle je suis sollicité(e), soit de l'expertise que l'organisme souhaite me confier, de vérifier si l'ensemble de mes liens d'intérêts sont compatibles avec ma présence lors de tout ou partie de cette réunion ou avec ma participation à cette expertise. En cas d'incompatibilité, il m'appartient d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution et, le cas échéant, le président de séance avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, ma présence est susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions, recommandations, références ou avis subséquents et d'entraîner leur annulation.

J'indique mon numéro RPPS (répertoire partagé des professionnels de santé), si je suis un professionnel de santé :

Je m'engage à actualiser ma DPI à chaque modification de mes liens d'intérêts. En l'absence de modification, je suis tenu(e) de vérifier ma DPI au minimum annuellement.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique : « Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées au I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration. »

Liste des missions/fonctions

Institution :

Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP)

Instance:

Commission spécialisée risques liées à l'environnement - 4e mandature

Mandat :

Membre d'une commission - Non renseignée

Institution :

Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP)

Instance:

Evaluation des PNSE
et indicateurs pour PNSE 4

Mandat :

Membre du Groupe de Travail - Non renseignée

1. Activité(s) principale(s), rémunérée(s) ou non, exercée(s) actuellement et au cours des 5 dernières années, à temps plein ou à temps partiel

Activité(s) salariée(s)

UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON SORBONNE

Adresse : 12 place du Panthéon 75005 PARIS 05 FRANCE

Fonction : Enseignant vacataire

Période : 01/09/2022 à aujourd'hui

Spécialité : Droit

ECOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SANTÉ PUBLIQUE

Adresse : Avenue du Professeur-Léon-Bernard 35043 RENNES FRANCE

Fonction : Chargée d'enseignements

Période : 01/01/2019 - 01/09/2021

Spécialité : Droit de la santé

Lieu d'exercice : APHP 75014 PARIS 14 FRANCE

UNIVERSITÉ PARIS II PANTHÉON ASSAS

Adresse : 12 place du Panthéon 75005 PARIS 05 FRANCE

Fonction : Professeur Junior HDR

Période : 01/09/2022 à aujourd'hui

Spécialité : Titulaire de la Chaire « Observatoire Santé et Environnement - Analyse Juridique et Interdisciplinaire (OSE AJIR) »

Autre (activité bénévole, retraité...)

MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'EXAMEN D'ENTRÉE AUX CRFPA

Adresse : Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche 75005 PARIS 05 FRANCE

Période : 01/01/2017 - 01/01/2020

2. Activité(s) exercée(s) à titre secondaire

2.1. Participation à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.2. Activité(s) de consultant, de conseil ou d'expertise exercée(s) auprès d'un organisme public ou privé entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

COMMISSION NATIONALE DE LA DÉONTOLOGIE ET DES ALERTES EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE ET D'ENVIRONNEMENT (CNDASPE)

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Fonction occupée : Expertise

Sujet : Risque chimique

Rémunération : aucune

Période : 01/09/2020 - 01/01/2022

2.3. Participation(s) à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.3.1 Participation à des essais et études

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

2.3.2 Autres travaux scientifiques

EDITIONS LEXTENSO

Sujet : L'État et la protection de la santé des travailleurs

Rémunération : aucune

Période : 01/01/2013 - 01/01/2013

ÉDITIONS LEXISNEXIS

Sujet : Santé et territoire(s)

Rémunération : aucune

Période : 01/09/2022 - 01/10/2022

FONDATION POUR LES SCIENCES SOCIALES (FONDATION DE FRANCE)

Sujet : Lauréate 2016 du Projet d'études "Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires"

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 2 500 euros

Période : 01/01/2016 - 31/12/2016

2.4. Rédaction d'article(s) et intervention(s) dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

2.4.1 Rédaction d'article(s)

ENVIRONNEMENT, ENERGIE, INFRASTRUCTURES

Sujet de l'article : « Vers un ministère de la santé environnementale ? A propos des compétences du nouveau ministre de la Santé et de la Prévention »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 80 euros

Période : 01/08/2022 - 08/2022

REVUE ÉNERGIE, ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURES - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « La loi "Santé" enfin promulguée : une ambition contrariée »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2016 - 01/01/2016

REVUE DE DROIT SANITAIRE ET SOCIAL - DALLOZ

Sujet de l'article : « Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d'un principe fonctionnel ? »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2014 - 01/01/2014

REVUE ÉNERGIE, ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURES - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « Mais que reste-t-il du pouvoir de police générale du maire en matière de salubrité publique ? »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 75 euros

Période : 01/12/2019 - 01/12/2019

REVUE DE DROIT SANITAIRE ET SOCIAL - DALLOZ

Sujet de l'article : « À la recherche du quatrième volet du Plan national nutrition santé »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2017 - 01/01/2017

AJDA - DALLOZ

Sujet de l'article : « Le Mediator devant le Conseil d'État : Remèdes et effets secondaires »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2017 - 01/01/2017

REVUE DROIT ADMINISTRATIF - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « Le préjudice environnemental »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2018 - 01/01/2018

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE, CHAPITRE DE L'OUVRAGE : F. DUBET (SOUS LA DIR.), QUE MANGER ? NORMES ET PRATIQUES ALIMENTAIRES

Sujet de l'article : « Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? »

Rémunération : À l'organisme (FSS)

Montant perçu (Organisme) : Je ne sais pas

Période : 01/01/2017 - 01/01/2017

REVUE DE DROIT SANITAIRE ET SOCIAL _ DALLOZ

Sujet de l'article : « L'inspecteur du travail, autorité administrative et médecin malgré lui »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2015 - 01/01/2015

AJDA - DALLOZ

Sujet de l'article : « Secret-défense et essais nucléaires »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2012 - 01/01/2012

REVUE ENVIRONNEMENT - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « Réflexions sur la confirmation des mises en examen dans l'affaire de l'amiante »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2014 - 01/01/2014

AJDA - DALLOZ

Sujet de l'article : « Droits de la victime et droits des tiers payeurs dans le contentieux de la responsabilité hospitalière »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2016 - 01/01/2016

RDSS - DALLOZ

Sujet de l'article : La police générale de la salubrité à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire ou l'impossible disparition de la salubrité publique locale

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/09/2020 - 01/10/2020

REVUE DROIT ADMINISTRATIF - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « L'indemnisation des victimes de l'amiante »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2011 - 01/01/2011

LEXISNEXIS - DROIT ADMINISTRATIF

Sujet de l'article : Masques, tests, réserve sanitaire : mais qu'a-t-on fait de nos dispositifs de gestion des urgences sanitaires?

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/07/2020 - 02/07/2020

AJDA - DALLOZ

Sujet de l'article : Pharmacovigilance et information des patients : la carence de l'État dans l'affaire de la Dépakine®

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 125 euros

Période : 01/10/2020 - 01/11/2020

ÉDITIONS ETS - IN A. DI LAURO, LES MÉTAMORPHOSES DE L'ALIMENT. LES FRONTIÈRES ENTRE LES ALIMENTS, LES MÉDICAMENTS ET LES COSMÉTIQUES

Sujet de l'article : « Quel cadre normatif pour les recommandations nutritionnelles ? »

Rémunération : À l'organisme (Université de Pise)

Montant perçu (Organisme) : Je ne sais pas

Période : 01/01/2020 - 01/01/2020

REVUE DROIT ADMINISTRATIF - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « À propos de la substitution de l'ONIAM à l'EFS pour l'indemnisation des victimes de l'hépatite C" »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2013 - 01/01/2013

AJDA - DALLOZ

Sujet de l'article : « La responsabilité de l'État, dernière victime du Mediator ? »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2014 - 01/01/2014

DALLOZ

Sujet de l'article : -« Changer d'air ? », AJDA 2021.

-« Pharmacovigilance et information des patients : la carence de l'État dans l'affaire de la Dépakine® », AJDA 2020.

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/2020 - 01/2020

LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : 4. « L'absence de responsabilité de l'État dans l'affaire PIP ou les carences de la réglementation des dispositifs médicaux », JCP G, 2021, n° 4, 98.

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/2021 - 01/2021

ADSP - HCSP

Sujet de l'article : « Contrôler la liberté ou priver de liberté pour protéger la population ? », Actualité et dossier en santé publique,

n° spéc. Éthique et Covid-19 (sous la dir. de F. Claudot)

Rémunération : À l'organisme (HCSP)

Montant perçu (Organisme) : Je ne sais pas

Période : 01/2021 - 01/2021

REVUE DROIT ADMINISTRATIF - LEXIS NEXIS

Sujet de l'article : « Les conséquences de la substitution de l'ONIAM à l'Établissement français du sang pour l'indemnisation des préjudices résultant d'une contamination par le virus de l'hépatite C »

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/01/2012 - 01/01/2012

DALLOZ

Sujet de l'article : -« Fin de vie libre et choisie et aide active à mourir », Dalloz 2021
-« Les EP de santé entre sécurité et défense », RDSS 2021.
-« Les potentialités du contentieux de la carence », AJDA 2021

Rémunération : Au déclarant

Montant perçu (Déclarant) : Total 100 euros

Période : 01/2019 - 01/2021

2.4.2 Intervention(s)

FONDATION POUR LES SCIENCES SOCIALES

Lieu et intitulé de la réunion : Colloque "Que manger ? Pratiques, normes et conflits alimentaires"
Sciences Po Paris

Sujet de l'intervention, nom du produit visé : « Sommes-nous obligés de "Manger, Bouger" : Quelle est la place du droit dans nos pratiques alimentaires actuelles ? »

Prise en charge des frais : Oui

Rémunération : aucune

Période : 09/12/2016 - 09/12/2016

AGROPARISTECH

Lieu et intitulé de la réunion : Séminaire interdisciplinaire sur la conception holistique de l'alimentation de l'atelier Normes, Sciences et techniques sur l'aliment (NoST-CNRS), AgroParisTech 75015

Sujet de l'intervention, nom du produit visé : « Quelle normativité pour les recommandations nutritionnelles ? »

Prise en charge des frais : Non

Rémunération : aucune

Période : 18/10/2018 - 18/10/2018

ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA RECHERCHE EN DROIT ADMINISTRATIF

Lieu et intitulé de la réunion : Colloque Le préjudice en droit administratif
Université François Rabelais de Tours

Sujet de l'intervention, nom du produit visé : « Le préjudice environnemental »

Prise en charge des frais : Oui

Rémunération : aucune

Période : 01/12/2017 - 01/12/2017

ASSOCIATION FRANÇAISE DE DROIT DE LA SANTÉ

Lieu et intitulé de la réunion : Introduction au Colloque annuel de l'Association française de droit de la santé (AFDS), organisé avec le soutien de l'Institut Droit et Santé, Université Paris Descartes

Sujet de l'intervention, nom du produit visé : "Santé environnementale et droit à un environnement sain"

Prise en charge des frais : Non

Rémunération : aucune

Période : 23/05/2019 - 23/05/2019

2.5. Invention ou détention d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en

matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

3. Direction d'activités qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières directes, sous forme d'actions ou d'obligations détenues et gérées directement ou de capitaux propres dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiales, objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents ayant des activités ou des intérêts financiers dans toute structure dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme/des organismes ou de l'instance/des instances collégiale(s), objet(s) de la déclaration

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique

6. Fonctions et mandats électifs exercés actuellement

MEMBRE ÉLU SUPPLÉANT DU CNU (SECTION 02)

Période : 01/01/2022 à aujourd'hui

7. Autre lien, dont vous avez connaissance, qui est de nature à faire naître des situations de conflits d'intérêts

X Je n'ai pas de lien d'intérêts à déclarer dans cette rubrique